



**PRÉFET  
D'INDRE-  
ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
ZA n°2 des Ailes  
25-26 rue des Ailes  
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 19/03/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CENTRE OUEST CEREALES**

2 boulevard Marie et Pierre Curie  
86360 Chasseneuil-Du-Poitou

Références : 2025-0245  
Code AIOT : 0010003932

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/03/2025 dans l'établissement CENTRE OUEST CEREALES implanté Prault 37120 Marigny-Marmande. L'inspection a été annoncée le 27/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CENTRE OUEST CEREALES
- Prault 37120 Marigny-Marmande
- Code AIOT : 0010003932
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société COC (CENTRE OUEST CÉRÉALES) exploite un silo de stockage en vrac de céréales ainsi qu'une station de préparation et de conditionnement de semences sur la commune de Marigny-Marmande. Elle est autorisée à exploiter ses installations par arrêté préfectoral d'autorisation n° 87-10 du 12 mars 1987, arrêté préfectoral d'autorisation complémentaire n° 88-57 du 19 mai 1988 et arrêté préfectoral d'autorisation complémentaire n° 15472 du 13 décembre 1999.

#### Thèmes de l'inspection :

- ATEX
- Risque incendie
- Risque surpression/projection
- Stratégie de défense incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
5	Dispositifs de découplage	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 10	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
8	Moyens de lutte contre l'incendie : procédures d'intervention	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
9	Matériel de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 13/12/1999, article 34	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	6 mois
10	Bassin de confinement des eaux d'extinction incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
13	Double asservissement aspiration / manutention	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Classement des activités sous la nomenclature ICPE	Code de l'environnement du 04/03/2025, article R.511-9	Sans objet
3	Vérification des installations	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	électriques		
4	Vérification des dispositifs de protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Sans objet
6	Toitures soufflables des cellules de stockage	Arrêté Préfectoral du 13/12/1999, article 14	Sans objet
7	Distances d'isolement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 7	Sans objet
11	Nettoyage des installations	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	Sans objet
12	Surveillance des conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14	Sans objet
14	Aires de chargement et de déchargement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 12	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement des activités sous la nomenclature ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 04/03/2025, article R.511-9
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Classement nomenclature ICPE
<b>Prescription contrôlée :</b>  La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
<b>Constats :</b>  La société Centre Ouest Céréales est autorisée à exploiter ses installations situées à Marigny-Marmande par arrêté préfectoral n° 87-10 du 12 mars 1987, arrêté préfectoral d'autorisation complémentaire n° 88-57 du 19 mai 1988 et arrêté préfectoral complémentaire n° 15472 du 13 décembre 1999.  Pour rappels : - par courrier du 21/11/2011, l'exploitant a informé de la mise à l'arrêt de son séchoir et du

<p>stockage de gaz combustible liquéfié.</p> <p>- par courrier du 06/06/2016, l'exploitant a transmis sa demande de bénéfice de l'antériorité pour les rubriques 4000 : les activités exploitées ne sont pas classées au titre des rubriques 4000.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 17/08/2016, la demande suivante avait été formulée :  <i>« D1 : L'exploitant vérifiera la puissance des machines concernées par la rubrique 2260 (nettoyeur semences et nettoyeur silo) et informera le préfet de la mise à jour de sa situation vis à vis de cette rubrique. ».</i></p> <p>Par courrier du 29/05/2019, l'exploitant a transmis une note d'information ICPE datée de novembre 2018 qui inclut un classement actualisé relatif à la nomenclature ICPE.</p> <p>Le site est classé à autorisation uniquement pour la rubrique 2160-2a « Silos et installations de stockage, en vrac, de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable, à l'exception des installations relevant par ailleurs de la rubrique 1532 : 2. autres installations », pour une capacité actualisée de 22 250 m<sup>3</sup>.</p> <p>Les autres rubriques ne font pas l'objet d'un classement ICPE.</p> <p><b>Conclusion :</b>  <b>Pas de non-respect constaté.</b></p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
---

## N° 2 : Dispositions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Surveillance des installations et formation du personnel
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.</p> <p>Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitation du site de Marigny-Marmande se fait sous la responsabilité du magasinier, nommément désigné par l'exploitant par courrier du 22 juin 2023.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 04/03/2025, l'inspection a consulté le tableau de suivi du plan de formation du magasinier du site. Plusieurs formations ne sont plus valides et n'ont pas encore été renouvelées, par exemples :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- formation « prévention des risques incendie, explosions et poussières (IEP) » suivie le 18/02/2012 et valide 36 mois, soit jusqu'au 17/02/2015. L'exploitant a indiqué en séance qu'un recyclage de cette formation était programmé le 11/03/2025 ;</li> <li>- formation « autorisation de conduite » suivie le 01/07/2015 et valide 24 mois, soit jusqu'au 31/06/2017.</li> </ul>

Le plan de formation n'inclut pas certaines formations spécifiques aux risques particuliers liés à l'activité, l'inspection ayant par exemple constaté l'absence de formation concernant les travaux par points chauds et les permis de feu.

**Conclusion :**

**Le plan de formation du personnel du site n'est pas tenu à jour et n'inclut pas l'ensemble des formations spécifiques aux risques particuliers liés aux silos de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 3 : Vérification des installations électriques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des risques d'explosion et d'incendie

**Prescription contrôlée :**

[...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...]

L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :

- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;
- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ;

Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]

**Constats :**

Lors de la visite d'inspection du 17/08/2016, le constat suivant avait été formulé :

*« L'exploitant a précisé que l'organisme chargé du contrôle des installations électriques ne lui avait pas délivré l'avis sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ni sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé.*

*NC1 : L'exploitant n'a pas l'avis d'un organisme indépendant sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ni sur la conformité des*

installations électriques et du matériel utilisé. ».

Lors de la visite d'inspection du 04/03/2025, l'inspection a consulté :

- le certificat Q18 établi par la société APAVE le 08/03/2024 suite à l'intervention réalisée du 16/02/2024 au 05/03/2024 ;

- le rapport établi par la société APAVE le 08/03/2024 suite à la vérification des installations électriques au titre de la réglementation ICPE et de la rubrique 4702 réalisée le 04/03/2024 ;

Le certificat Q18 conclut que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion, présente deux non-conformités ou anomalies, et précise que le dysfonctionnement des dispositifs différentiels à courants résiduels n'a pas été vérifié. Le certificat Q18 a été annoté par l'entreprise CLEMESSY, intervenue en octobre 2024 afin de réaliser les travaux nécessaires à la levée de ces non-conformités ou anomalies.

Le rapport de vérification des installations électriques présente un écart de niveau « 1 », deux écarts de niveau « 2 » et douze écarts de niveau « néant ». Les écarts de niveau 1 et 2 ont été annotés afin d'indiquer les travaux réalisés en réponse aux écarts (remplacement moteur non ATEX en avril 2024 + intervention de l'entreprise CLEMESSY en octobre 2024). Le rapport précise que les listes actualisées des équipements susceptibles d'être à l'origine d'une explosion et d'un incendie n'ont pas été présentés lors du contrôle.

**Conclusion :**

L'écart identifié lors de la visite d'inspection du 17/08/2016 est levé.

Pas de non-respect constaté, les conclusions des rapports de vérification des installations électriques faisant l'objet d'un suivi formalisé de la part de l'exploitant.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Vérification des dispositifs de protection contre la foudre**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des risques d'explosion et d'incendie

**Prescription contrôlée :**

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.

Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.

La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.

#### **Constats :**

Lors de la visite d'inspection du 17/08/2016, le constat suivant avait été formulé :

« L'exploitant a présenté l'étude technique réalisée le 3/05/2012 par l'APAVE. L'étude préconise l'installation de plusieurs parafoudres. Le déplacement d'un PDA existant et l'installation d'un second PDA sont nécessaires à la protection du site contre la foudre.

L'exploitant a indiqué que les parafoudres avaient été mis en place mais n'a pas été en mesure de présenter les justificatifs de leur installation. Les travaux sur les PDA n'ont pas encore été engagés mais sont inscrits dans le plan d'investissement.

L'exploitant a précisé que le carnet de bord sera mis en place dès que l'installation des équipements de protection aura été faite.

Lors de la visite, Le PDA existant n'a pas été trouvé.

NC4 : Tous les travaux indiqués dans l'étude technique foudre n'ont pas été réalisés.

D8 : L'exploitant transmet les justificatifs de la réalisation des travaux préconisés dans l'étude technique. ».

Lors de la visite d'inspection du 04/03/2025, l'exploitant a confirmé que les travaux préconisés par l'étude technique foudre avaient bien été réalisés, conformément aux factures et photographies transmises par courrier du 29/05/2019. L'inspection a consulté :

- le rapport du 04/03/2024 établi par la société APAVE suite à la vérification visuelle réalisée le 04/03/2024 ;

- le rapport du 28/03/2023 établi par la société APAVE suite à la vérification complète réalisée le 13/03/2023.

Le rapport de vérification visuelle du 04/03/2024 ne présente pas d'observation. Cependant, des limites d'intervention sont précisées dans le rapport. Les 2 PDA silos et le PDA station de semences n'ont pas été testées en l'absence de disposition de test constructeur, et la vérification des éléments toiture/terrasse n'a pas été effectuée en l'absence d'accès sécurisé.

Le rapport de vérification complète du 28/03/2023 ne présente pas d'observation ni limite d'intervention.

Les derniers relevés des compteurs d'impact ont également été consultés (03/02/2025 et 09/08/2024) : aucun impact n'a été relevé.

#### **Conclusion :**

**Pas de non-respect constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 5 : Dispositifs de découplage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 10

**Thème(s) :** Risques accidentels, Mesures de protection contre l'explosion



## **Prescription contrôlée :**

### **Article 10 de l'arrêté ministériel du 29/03/2024 :**

L'exploitant met en place les mesures de protection adaptées aux silos et aux produits permettant de limiter les effets d'une explosion et d'en empêcher sa propagation, sans préjudice des dispositions du Code du Travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.

Dans le cas de présence de tiers tels que définis dans le premier alinéa de l'article 6 du présent arrêté, soit dans les distances d'éloignement forfaitairement définies à l'article 6 précité, soit dans les zones des effets létaux et irréversibles mises en évidence par l'étude de dangers, et dans le cas des silos portuaires, ces mesures de protection consistent :

- en des dispositifs de découplage qui doivent concerner la tour de manutention et les communications avec les espaces sur-cellules ou sous-cellules, ainsi que les communications entre ces espaces et les cellules de stockage ;
- et des moyens techniques permettant de limiter la pression liée à l'explosion dans les volumes découplés (dans la tour de manutention, les espaces sur-cellules et sous-cellules si la galerie est non enterrée) tels que des événements de décharge ou des parois soufflables, dimensionnés selon les normes en vigueur.

Si la configuration du site ne permet pas de mettre en œuvre ce découplage, un dispositif technique de protection d'efficacité équivalente permettant d'éviter la propagation des explosions, doit être mis en place.

Dans les silos existants, en cas d'impossibilité technique de mise en place des surfaces soufflables ou des événements dans des espaces sous-cellules et des tours de manutention en béton, les équipements présents dans les volumes non éventés (élévateurs, transporteurs, dépoussiéreurs, nettoyeurs, émotteurs, séparateurs, broyeurs, filtres, etc.) doivent au minimum :

- être rendus aussi étanches que possible et être équipés d'une aspiration (excepté pour les filtres), afin de limiter les émissions de poussières inflammables,
- et (excepté pour les transporteurs) :
  - posséder des surfaces éventables ou être dimensionnés de façon à résister à l'explosion ou être équipés d'un dispositif de suppression de l'explosion ;
  - et/ou disposer d'un découplage permettant d'éviter que l'explosion ne se propage dans une canalisation ou par une alimentation ou disposer d'un dispositif d'isolation de l'explosion.

Pour les silos dont le dossier de demande d'autorisation est déposé après le 1er juillet 2007, ces mesures de protection consistent également en des dispositifs de découplage entre cellules.

Dans le cas de l'absence de tiers ou présence de voies de communication moins fréquentées (moins de 2 000 véhicules par jour ou 30 trains de voyageurs par jour), dans les zones définies ci-dessus, l'exploitant doit avoir fait la démonstration d'une maîtrise suffisante des risques d'explosion, et doit mettre en place les mesures appropriées à ces risques.

### **Article 13 de l'arrêté préfectoral du 13/12/1999 :**

[...]

Les mesures de protection contre l'explosion doivent être réalisées conformément aux normes en vigueur et adaptées au silo et aux produits. Ce sont notamment :

- arrêt de la propagation de l'explosion par des dispositifs de découplages ;
- [...]

## **Constats :**

Lors de la visite d'inspection du 17/08/2016, les constats suivants avaient été formulés :

« Un plan en annexe de l'étude de danger représente les zones d'effet pour les surpressions de 140 et 50 mbars. Cependant, ce zonage ne prend en compte un incident qu'au niveau des cellules de stockage du silo. La station de semences possédant des silos de stockage ouverts et des équipements de nettoyage des céréales (présence de poussières en suspension) doit également faire l'objet d'une étude en cas d'explosion.

De plus, le plan de base n'est pas à jour des constructions présentes dans le périmètre du site.

D3 : L'exploitant doit compléter son étude de danger et justifier qu'il n'y a pas de présence de tiers dans les distances d'éloignement forfaitaires et/ou dans les zones des effets létaux en conformité avec l'art 10 de l'AM du 29/03/2004 modifié.

L'inspection a constaté la présence d'une porte entre la galerie sous cellule et la tour de manutention. Cependant, la porte s'ouvre vers la galerie sous-cellules.

Voir D3 : L'exploitant transmet à l'inspection les éléments justifiant le caractère suffisant de la résistance de la porte de découplage en place au niveau de la galerie inférieure.

L'inspection a constaté la présence de simples portes en plastique sans équipements de fermeture entre la tour de manutention et les deux galeries sur-cellules. De plus, ces portes s'ouvrent vers les cellules.

NC5 : L'exploitant n'a pas mis en place de dispositif de découplage entre la tour de manutention et les espaces sur-cellules. ».

Par courrier du 03/03/2017, l'exploitant a indiqué que les travaux relatifs à la mise en place des dispositifs de découplage avaient été réalisés.

Par courrier du 29/05/2019, l'exploitant a transmis une note d'information datée de novembre 2018 qui vient compléter l'étude de dangers d'octobre 2016. Cette note d'information confirme que les distances d'éloignement forfaitaires réglementaires sont respectées et qu'aucun tiers n'est présent dans les zones des effets létaux et irréversibles mises en évidence par l'étude de dangers.

Lors de la visite d'inspection du 04/03/2025, l'inspection des installations classées a constaté la présence de deux portes de découplage entre la tour de manutention et les espaces sur-cellules. Concernant la porte de découplage en place au niveau de la galerie inférieure, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du caractère suffisant de la résistance de la porte (qui s'ouvre actuellement vers la galerie sous-cellules).

#### **Conclusion :**

**Les écarts constatés lors de la visite d'inspection du 17/08/2016 sont partiellement levés. L'écart suivant est maintenu : l'exploitant n'est pas en mesure de justifier du caractère suffisant de la résistance de la porte de découplage en place au niveau de la galerie inférieure.**

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### **N° 6 : Toitures soufflables des cellules de stockage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/12/1999, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Toitures soufflables
<b>Prescription contrôlée :</b>

Les toitures et couvertures des cellules seront réalisées en matériaux légers de manière à offrir le moins de résistance en cas d'explosion.
<p><b>Constats :</b></p> <p>La toiture située au-dessus du ciel des 18 cellules de stockage du silo comble est composée de plaques de fibrociment. Comme mentionné dans l'étude de dangers d'octobre 2016 complétée par la note d'information de novembre 2018, la toiture est considérée comme une surface soufflable.</p> <p><b>Conclusion :</b>  <b>Pas de non-respect constaté.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Distances d'isolement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Distances d'isolement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout local administratif doit être éloigné des capacités de stockage et des tours de manutention. Cette distance est d'au moins 10 m pour les silos plats et 25 m pour silos verticaux.</p> <p>On entend par local administratif, un local où travaille du personnel ne participant pas à la conduite directe de l'installation (secrétaire, commerciaux...).</p> <p>Les locaux utilisés spécifiquement par le personnel de conduite de l'installation (vestiaires, sanitaires, salles des commandes, poste de conduite, d'agrèage et de pesage...) ne sont pas concernés par le respect des distances minimales fixées au 1er alinéa du présent article.</p> <p>Pour les silos existants et dans le cas où les locaux administratifs ne peuvent être éloignés des capacités de stockage et des tours de manutention pour des raisons de configuration géographique, l'étude de dangers définit de plus les mesures de sécurité complémentaires éventuelles à mettre en œuvre.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour mémoire, le site de Marigny-Marmande comporte les installations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un silo métallique vertical appelé silo comble incluant 18 cellules et 6 boisseaux ;</li> <li>- un poste de chargement/déchargement dans le prolongement du silo comble ;</li> <li>- 3 cellules métalliques extérieures indépendantes avec un poste de réception-chargement dédié ;</li> <li>- un bâtiment de préparation des semences, incluant le local de réception, les locaux administratifs et sociaux ainsi que deux cases de stockages d'engrais ;</li> <li>- un magasin comportant une cellule de stockage de produits phytosanitaires, 4 cases de stockage d'engrais et une cuve de stockage d'engrais liquide.</li> </ul> <p>Les bureaux d'exploitation et locaux administratifs sont occupés exclusivement par les personnels participant directement à la conduite du silo (personnel de conduite de la station de semence qui assure également la conduite de silos).</p>

**Conclusion :**

Pas de non-respect constaté.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie : procédures d'intervention**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11

**Thème(s) :** Risques accidentels, Procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence

**Prescription contrôlée :**

L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.

Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.

Les cellules de stockage des silos béton fermées doivent être conçues et construites afin de permettre l'inertage par gaz en cas d'incendie. Cette disposition ne s'applique pas aux cellules de stockage contenant du sucre.

Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter :

- le plan des installations avec indication :
  - des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître ;
  - les mesures de protection définies à l'article 10 ;
  - les moyens de lutte contre l'incendie ;
  - les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours.
  
- les stratégies d'intervention en cas de sinistre ;
- et le cas échéant :
  - la procédure d'inertage ;
  - la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement.

**Constats :**

Lors de la visite d'inspection du 04/03/2025, l'exploitant a présenté le plan d'intervention du site daté du 31/07/2023.

Le plan d'intervention inclut :

- un plan général permettant de localiser les risques spécifiques au site ;
- les substances susceptibles d'être présentes sur site, les dangers dus à ces substances, les risques associés, et les moyens de lutte contre l'incendie à mettre en œuvre ;
- la synthèse du zonage ATEX du site (sous forme de tableau) ;
- les plans des stockages engrais et phytopharmaceutique ;
- les plans des zones d'effets issus de l'étude de dangers d'octobre 2016 complétée par la note d'information de novembre 2018 ;

<ul style="list-style-type: none"> <li>- le plan de localisation des moyens de lutte contre les incendies ;</li> <li>- les stratégies d'intervention selon le type de sinistre.</li> </ul> <p>Les mesures de protection définies à l'article 10, à savoir les dispositifs de découplage, les événements et parois soufflables, ne sont pas représentées sur les plans.</p> <p>Sur demande de l'inspection, l'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification des moyens de lutte contre l'incendie. Le rapport du 07/08/2024 réalisé par DESAUTEL a permis de vérifier la conformité des 34 extincteurs présents sur site. A noter qu'aucune colonne sèche n'est présente sur site.</p> <p><b>Conclusion :</b>  <b>Le plan des installations inclus dans les procédures d'intervention du site ne représente pas les mesures de protection définies à l'article 10 de l'arrêté ministériel du 29/03/2024 (dispositifs de découplage, événements et parois soufflables).</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 9 : Matériel de lutte contre l'incendie**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/12/1999, article 34</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de défense incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans un délai de 3 mois, une réserve d'incendie ou à défaut plusieurs d'une capacité totale de 120 m<sup>3</sup> sera implantée à proximité des installations. Le niveau d'eau sera constamment maintenu.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'étude de dangers du site, datée d'octobre 2016, mentionne la présence d'une réserve d'eau de 200 m<sup>3</sup> sur site et un poteau incendie présent à proximité du site.</p> <p>Par courrier du 28 octobre 2016, l'exploitant a indiqué que la réserve incendie du site avait été transformée en bassin d'infiltration lors de la mise en place de deux bassins pour la gestion des eaux pluviales et pour la rétention des eaux d'extinction d'incendie.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 04/03/2025, l'exploitant a confirmé que la réserve d'incendie de 120 m<sup>3</sup> n'était pas ou plus implantée sur le site, et que la défense incendie du site était réalisée par le poteau incendie présent à moins de 30 m de l'entrée du site.</p> <p>Sur demande de l'inspection, l'exploitant a présenté la dernière vérification du débit de ce</p>

poteau incendie, réalisée par la SAUR le 21/03/2023. Un débit de 54 m<sup>3</sup>/h a été mesuré sous une pression de 1 bar, soit un volume inférieur à 120 m<sup>3</sup> pendant 2 heures.

**Conclusion :**

La réserve d'incendie de 120 m<sup>3</sup> n'est pas présente sur site, et le poteau incendie présent à proximité ne permet pas de délivrer un volume équivalent pendant deux heures.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 10 : Bassin de confinement des eaux d'extinction incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis

**Thème(s) :** Risques accidentels, Confinement des eaux incendie

**Prescription contrôlée :**

Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes en bâtiments sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées dans des quantités supérieures à 2 m<sup>3</sup>.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.

En cas de dispositif de confinement externe :

- les eaux et écoulements sont collectés, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. Les orifices d'écoulement issus de la ou des capacités de confinement sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement ;

- tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie vers le dispositif de confinement par les écoulements ;

- en cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, les dispositifs sont positionnés ou protégés de manière à résister aux effets auxquels ils sont susceptibles d'être soumis. Leurs

dispositifs de commande sont accessibles en toute circonstance. L'exploitant est en mesure de justifier d'un entretien et d'une maintenance adaptés de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements ;

- l'exploitant intègre aux consignes de sécurité prévues à l'article 59 du présent arrêté, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des systèmes de relevage autonome ou les dispositifs d'obturation, le cas échéant.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part.

Ce volume est évalué en tenant compte du débit et de la quantité d'eau nécessaires pour mener les opérations d'extinction durant 2 heures au regard des moyens identifiés dans l'étude de dangers ou au regard des dispositions définies par arrêté préfectoral ou par les arrêtés ministériels sectoriels.

- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;

- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Les effluents et eaux d'extinction collectés sont éliminés, le cas échéant, vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Les justificatifs de calculs et de dimensionnement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Constats :**

Lors de la visite d'inspection du 04/03/2025, l'inspection a constaté la présence d'un bassin de confinement pour les eaux d'extinction incendie et d'un bassin d'infiltration pour les eaux pluviales non polluées. L'exploitant indique que le bassin de confinement permet de recueillir un volume de 250 m<sup>3</sup>. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les justificatifs de calculs et de dimensionnement du bassin de confinement.

#### **Conclusion :**

Les justificatifs de calculs et de dimensionnement du bassin de confinement des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, n'ont pas été présentés lors de l'inspection.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. L'exploitant transmet également les plans des réseaux d'eau du site afin de confirmer que les eaux et écoulements susceptibles d'être pollués sont collectées pour rejoindre le bassin de confinement et non le bassin d'infiltration. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 11 : Nettoyage des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Nettoyage des installations
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.</p> <p>La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.</p> <p>Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection du 17/08/2016, le constat suivant avait été formulé :  <i>« Lors de la visite, l'inspection a constaté qu'aucun témoin d'empoussièrement n'avait été réalisé sur le site.</i>  <i>NC 2 : L'exploitant ne matérialise pas au sol des zones témoins d'empoussièrement. ».</i></p> <p>Lors de la visite d'inspection du 04/03/2025, l'exploitant a présenté les consignes de nettoyage des installations datées du 11/09/2023. Les consignes rappellent les prescriptions de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 29/03/2004 et précise les conditions d'utilisation exceptionnelle de la soufflette ou du balai.</p> <p>L'inspection a consulté le registre des nettoyages consignées sur la GED (Gestion Électronique des Documents) utilisée par l'exploitant. Le dernier nettoyage réalisé date du 27/02/2025.</p> <p>Lors de la visite du site, l'inspection a constaté que les installations étaient maintenues en bon</p>



état de propreté (silo comble : ciel et parois des cellules, tour de manutention du silo, galeries sur cellules et sous cellules). L'inspection n'a pas constaté de zones avec accumulation de poussières. Des témoins d'empoussièrement ont été mis en place par l'exploitant au sol et ils étaient tous correctement visibles lors de la visite de site.

**Conclusion :**

**L'écart identifié lors de la visite d'inspection du 17/08/2016 est levé.**

**Pas de non-respect constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 12 : Surveillance des conditions de stockage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14

**Thème(s) :** Risques accidentels, Silothermométrie

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement.

La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement.

Des procédures d'intervention de l'exploitant en cas de phénomènes d'auto-échauffement sont rédigées et communiquées aux services de secours.

**Constats :**

Lors de la visite d'inspection du 04/03/2025, l'exploitant a indiqué avoir mis en place deux sondes de température par cellule, pour chaque cellule. Le pilotage des sondes est effectué via le système JAVELOT, mis en place depuis environ 5 ans sur le site et observée lors de la visite d'inspection. Des alertes en cas de dépassement de températures sont générées par le système JAVELOT, avec des consignes adaptées au type de grain. Les relevés de température consultés lors de la visite d'inspection n'appellent pas d'observation particulière.

L'inspection a par ailleurs constaté la présence des deux sondes de température dans chacune des cellules du silo comble visité.

La procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement est incluse dans le plan d'intervention du site présenté par l'exploitant (daté du 31/07/2023).

**Conclusion :**

**Pas de non-respect constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 13 : Double asservissement aspiration / manutention**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des risques d'explosion et d'incendie

### **Prescription contrôlée :**

[...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...]

### **Constats :**

Lors de la visite d'inspection du 07/09/2023, le constat suivant avait été formulé :

*« La simulation d'un dysfonctionnement de l'aspiration des silos de type "phenix" a permis de constater l'absence de fonctionnement du double asservissement.*

*Les installations de manutention doivent être asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.*

*Les deux cellules cylindriques de type "phenix" ne sont pas équipées de ce dispositif ou celui-ci n'est pas fonctionnelle.*

*Un état récapitulatif de l'ensemble des contrôles effectués concernant le fonctionnement des installations de transfert des céréales et du système de dépoussiérage est joint en annexe 1 du présent rapport. ».*

Par courrier du 29/02/2024, l'exploitant a transmis l'attestation de remise en conformité du double asservissement des installations « Phénix » daté du 21/02/2024 et établie par l'entreprise CLEMESSY (Eiffage).

Lors de la visite d'inspection du 04/03/2025, l'inspection a demandé à l'exploitant de démarrer un circuit de manutention pour tester, par sondage, le bon fonctionnement du double asservissement. Lorsque l'exploitant a tenté de mettre en route le circuit de manutention « Elévateur E5 - Boite de direction BD15 - Boite de direction BD45 - Boite de direction BD55 - Boisseau B1 » sans avoir mis en marche l'aspiration, la manutention n'a pas démarré et une alarme visuelle de défaut s'est déclenchée sur le synoptique de la supervision de l'installation. Après avoir mis en marche l'aspiration, l'exploitant a pu redémarrer le circuit de manutention testé (après avoir acquitté la mise en défaut).

L'exploitant a ensuite mis à l'arrêt l'aspiration. En l'absence d'aspiration, les équipements de manutention ont continué de fonctionner, ce qui témoigne d'un dysfonctionnement du double asservissement sur les installations testées (double asservissement non mis en œuvre ou temporisation trop longue).

A noter que lors du test la boite de direction BD15 n'arrivait pas à fonctionner correctement (le basculement sur les cellules "phenix" n'arrivait pas être enclenché).

L'inspection a également demandé à l'exploitant de réaliser un test de fonctionnement d'un contrôleur de rotation sur un élévateur. Le test réalisé sur l'élévateur E2, en déconnectant le capteur de rotation du moteur d'entraînement, a occasionné la mise à l'arrêt du circuit, avec déclenchement d'une alarme visuelle de défaut sur le synoptique de la supervision de l'installation.

### **Conclusion :**

**L'écart identifié lors de la visite d'inspection du 07/09/2023 est maintenu.**

**Les installations de manutention testées lors de la visite d'inspection ne sont pas asservies au**

<p>système d'aspiration avec un double asservissement. Pour rappel, elles ne doivent démarrer que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 14 : Aires de chargement et de déchargement

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 12</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Aires de chargement et de déchargement</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les aires de chargement et de déchargement des produits sont situées en dehors des capacités de stockage.</p> <p>Cette disposition ne s'applique pas aux aires de chargement et de déchargement situées à l'intérieur de silos plats ne disposant pas de dispositifs de transport et de distribution de produits. Des grilles sont mises en place sur les fosses de réception. La maille est déterminée de manière à retenir au mieux les corps étrangers.</p> <p>Les aires de chargement et de déchargement sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• soit suffisamment ventilées de manière à éviter une concentration de poussières de 50 g/m<sup>3</sup> (cette solution ne peut être adoptée que si elle ne crée pas de gêne pour le voisinage ou de nuisance pour les milieux sensibles) ;</li> <li>• soit munies de systèmes de captage de poussières, de dépoussiérage et de filtration.</li> </ul> <p>Ces aires doivent être régulièrement nettoyées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection du 17/08/2016, le constat suivant avait été formulé :</p> <p><i>« L'inspection a constaté que la paroi séparant l'aire de chargement et déchargement de la tour de manutention n'est pas présente sur toute la hauteur permettant à la poussière émise lors des manutentions de pénétrer dans la tour.</i></p> <p><i>D9 : L'exploitant s'assure de la séparation de l'aire de chargement et déchargement avec la tour de manutention. ».</i></p> <p>Lors de la visite d'inspection du 04/03/2025, l'inspection a constaté que la paroi séparant l'aire de chargement et de déchargement de la tour de manutention avait été prolongée sur toute la hauteur afin d'empêcher le transfert de poussières entre les deux zones. L'aire de chargement et</p>

de déchargement est maintenue en bon état de propreté.

**Conclusion :**

**L'écart constaté lors de la visite d'inspection du 17/08/2016 est levé.**

**Pas de non-respect constaté.**

**Type de suites proposées : Sans suite**